

Le budget—M. Ritchie

différent de ce que j'ai connu au cours des six dernières années. Je ne pense pas jeter un pavé dans la mare en disant que, pour la première fois depuis six ans, nous sommes devant une vraie récession; pour de nombreux pays du monde, c'est peut-être même la dépression.

À Washington, le président Ford a finalement admis que l'économie des États-Unis stagne et que la récession menace. Il est intéressant de comparer la politique du président Ford avec celle du ministre des Finances (M. Turner); car les mesures prises par M. Turner sont entièrement différentes de celles qui ont été prises aux États-Unis, comme elles le sont aussi de celles qui ont été prises par le gouvernement travailliste en Grande-Bretagne.

Le président Ford semble ne pas vouloir bouger; il n'apporte pour l'instant aucune modification fondamentale à sa politique qui consiste, même au risque d'un fléchissement, à laisser les affaires tourner à bas régime, afin de ralentir la montée des prix. Il veut juguler l'inflation, même au prix d'une récession; il craint que, si l'inflation n'est pas jugulée, elle pourrait redoubler avec la reprise des affaires. Aux États-Unis, on semble prévoir un ralentissement continu des affaires pour le reste de l'année et peut-être jusqu'aux mois de mai et juin de l'an prochain. Il est devenu bien évident que les prix aux États-Unis grimpent moins vite.

Quant au budget du gouvernement, il est plutôt inflationniste. Le ministre des Finances a prétendu, l'autre soir, qu'il voulait éviter le risque d'une inflation incontrôlable et, par ailleurs, le risque d'une récession grave et d'un chômage massif, situation inhumaine selon lui. Aussi il nous a dit qu'il emprunterait une voie moyenne pour assurer de bons résultats économiques.

Que pensent du budget les spécialistes en prévisions économiques? M. Beigie de la maison C.D. Howe Research Institute se dit de plus en plus sceptique et préoccupé par la politique du Canada à ce sujet, d'autant plus que l'inflation au Canada est actuellement, à quelques importantes exceptions près, causée par des coûts élevés et non par un excès de masse monétaire face à une rareté de biens. Selon lui, le Canada semble désormais admettre que ses problèmes d'inflation seront résolus par les effets anti-inflationnistes d'une récession aux États-Unis.

M. Beigie a dit ensuite qu'une telle méthode supposait qu'il existe plusieurs similitudes entre l'économie de nos deux pays, surtout en ce qui concerne les salaires, mais de fait, ces similitudes n'existent pas. Le syndicalisme américain a accepté des augmentations de salaire tellement faibles que le revenu réel des travailleurs a baissé. Ce n'est pas le cas au Canada, selon lui. Les salaires ont augmenté plus rapidement au Canada et l'écart salarial a diminué sans entraîner de changement correspondant dans la productivité.

Qu'a fait le ministre pour maîtriser l'inflation? Il a avancé quelques propositions flatteuses, soit que le gouvernement concilie les intérêts rivaux des divers groupes qui composent notre société; qu'il y ait un consensus national qui supposera une autre discipline et beaucoup de courage politique. Le ministre prévoit courageusement un déficit de 1.5 milliard de dollars en 1975-1976 dans le cadre des comptes nationaux. En mai, on prévoyait un déficit de 160 millions de dollars. Les gains inflationnistes réalisés par le gouvernement indiquent maintenant un surplus de 250 millions de dollars et cela signifie certainement que le gouvernement contribuera beaucoup plus d'argent à l'économie qu'il y a six mois, grâce à ses organismes de perception qui encouragent l'inflation. Le ministre des Finances l'a avoué lui-même en mai dernier lorsqu'il a déclaré que

les besoins financiers de 1974-1975 étaient évalués à plus de 2 milliards de dollars. Les besoins financiers s'élèvent maintenant à seulement 1 milliard de dollars, ce qui indique combien les recettes du gouvernement ont augmenté grâce à l'inflation. Voilà l'effet qu'a produit l'inflation: les frais du gouvernement se sont accrus. Toutefois, le gouvernement est le grand gagnant à la loterie de l'inflation.

● (2010)

Tandis que le niveau de chômage dépasse 5 p. 100, les emplois vacants augmentent beaucoup. Le gouvernement refuse de voir l'influence que l'assurance-chômage et d'autres mesures ont sur le nombre des demandes d'emploi. Il faut, sans aucun doute, examiner l'action de la Commission d'assurance-chômage et d'autres organismes pour discerner si le taux assez élevé du chômage et le grand nombre d'emplois vacants sont un indice du mauvais fonctionnement du marché du travail.

Il y a un aspect du budget qui, en soi, n'est pas trop important encore, mais qui constitue, selon moi, un moyen dangereux de susciter l'épargne. Je veux parler de l'épargne de \$1,000 par an, avant paiement de l'impôt, sur l'achat d'une maison, pourvu que l'argent soit utilisé à cette fin. C'est un objectif louable, mais qui déforme assurément l'épargne. Il est entendu que l'épargne est nécessaire au fonctionnement de l'économie. Toutefois, il est bien évident que notre économie ne fonctionne pas bien lorsqu'il faut prendre des dispositions pour réaliser des épargnes sur l'impôt afin de trouver assez de capitaux. C'est l'une des grandes difficultés de notre économie.

Il y a longtemps, le gouvernement a introduit le régime d'épargne-retraite et les déductions avant le calcul de l'impôt des cotisations des régimes de pension d'employés. Le gouvernement veut maintenant introduire le régime d'aide pour l'acquisition d'une maison ainsi que l'exemption d'impôt pour les premiers \$1,000 de revenu provenant d'intérêts et de dividendes. De nombreux régimes de pensions ont été indexés. Tout cela est en train de créer, à mon avis, une situation intolérable.

Nous continuons d'accepter un système fiscal qui va fondamentalement à l'encontre de l'épargne et qui favorise les dépenses. On peut trouver un indice de cette situation dans la mesure où l'épargne, la création d'emplois, les disponibilités de financement et la croissance économique dépendent de plus en plus de la volonté du gouvernement de remettre les impôts. L'économie devrait pouvoir permettre l'accumulation d'épargnes suffisantes, une fois les impôts enlevés, pour financer un renouvellement et une croissance continue. Si l'on en juge par ce critère, l'économie canadienne est en difficulté et l'inflation ne fait qu'empirer cette situation.

Une grande part de l'inflation est directement attribuable à l'augmentation croissante des dépenses du gouvernement et au régime fiscal qui permet à celui-ci de percevoir des revenus à des taux constamment supérieurs aux prévisions. De cette situation, à long terme, où l'on ne peut constituer des épargnes en vue de placements que si le gouvernement est prêt à remettre les impôts sur le revenu, les régimes enregistrés d'épargne-retraite, les régimes d'aide pour l'acquisition d'une maison et de placements actions, il faut déduire que le régime fiscal est trop lourd. On peut dire que les Canadiens ont raison de s'inquiéter de ce budget. Il est maintenant généralement admis que le Canada pourra se compter chanceux s'il atteint un taux de croissance réelle de 4 p. 100 l'année prochaine.